

# Fermetures de classes : tout n'est pas figé

Après un rendez-vous, mercredi , à l'inspection académique , les représentants de l'école Jules-Ferry de Tourlaville et de l'école de Quinéville, restent dans l'expectative.

Dans la Manche, 42 fermetures (et 15 ouvertures) de classes sont programmées à la rentrée de septembre dans la carte scolaire. Une pilule qui a du mal à passer depuis quatre mois auprès des écoles concernées, notamment celles de Tourlaville, à Cherbourg-en-Cotentin et de Quinéville qui devraient perdre chacune une classe.

Quelques mobilisations et sollicitations plus tard, une entrevue s'est déroulée, mercredi, à 16 h, à l'inspection académique de Saint-Lô. Autour de la table, d'un côté, deux Représentants des parents d'élèves (RPE) de l'école Jules-Ferry de Tourlaville, et René Hardy, maire de Quinéville, pour l'école communale. Une quinzaine de personnes se sont rassemblées devant le bâtiment pour les soutenir.

De l'autre, Sandrine Bodin, Directrice académique des services de l'Éducation nationale de la Manche (Dasen), accompagnée par l'inspecteur de l'Éducation nationale de Cherbourg et de Mme Bringault, cheffe de la division de l'enseignement scolaire.

« Des retours en arrière, à la marge »

S'il a commencé sur un quiproquo, entre présentiel ou distanciel, crise sanitaire oblige, le rendez-vous s'est conclu sans esclandre. « **Ils ont écouté notre problématique**, détaille Mathieu Banville (RPE). **Ils vont réexaminer chaque situation en lien avec les directeurs d'école, pour avoir une idée précise des inscriptions qui sont encore en cours. On sera fixé sur la fermeture ou l'ouverture des classes courant août, avant la rentrée.** »

Ce que confirme la Dasen : « **La carte scolaire est actée. Mais il y aura quelques retours en arrière, à la marge. Il y en a tous les ans. Ils seront connus avant la rentrée, j'y tiens particulièrement. Nous travaillons dans une logique d'équité avec toutes les écoles.** »

Si les représentants de l'école Jules-Ferry ne prévoient pas de nouvelles manifestations, ils attendent « des actes. Nous laissons une chance à l'administration de fonctionner. »



Une quinzaine de personnes se sont rassemblées, mercredi 2 juin, devant l'inspection académique de Saint-Lô pour représenter les écoles publiques du département de la Manche concernées par la fermeture d'une ou plusieurs classes. Ouest-France